

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**Remplacement de matériel SSI et démantèlement  
partiel d'installations d'extinction automatique**

**Procédure adaptée n° 2025-1665**

---

**Lot unique : SSI**

**Centre Inria de l'Université de Lorraine**

615 rue du Jardin Botanique  
54 600 Villers les Nancy

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du marché .....	4
1.3 - Procédure .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants .....	6
3.1 - Désignation de l'acheteur .....	6
3.3 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.4 - Contrôle technique .....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
5 - Durée et délais d'exécution .....	7
5.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	7
5.2 - Délai d'exécution .....	8
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	8
6 - Prix .....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
6.2 - Modalités de variation des prix .....	8
Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants : .....	9
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	9
7 - Garanties Financières .....	9
8 - Avance .....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	10
9 - Modalités de règlement des comptes .....	10
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	10
9.3 - Délai global de paiement .....	12
9.4 - Paiement des cotraitants .....	13
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	13
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	13
10.2 - Implantation des ouvrages .....	13

10.3 - Préparation et coordination des travaux .....	14
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	14
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	14
10.3.3 - Registre de chantier .....	15
10.4 - Etudes d'exécution .....	15
10.5 - Installation et organisation du chantier .....	16
10.5.1 - Installation de chantier .....	16
10.5.2 - Signalisation de chantier .....	16
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	16
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	16
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	16
10.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	16
10.7 - Réception des travaux .....	17
10.7.1 - Dispositions applicables à la réception .....	17
10.7.2 - Réception partielle .....	17
10.7.3 - Epreuves concluantes .....	17
11 - Garantie des prestations .....	17
12 - Pénalités .....	17
12.1 - Pénalités de retard .....	17
12.2 - Autres pénalités spécifiques .....	18
13 - Assurances .....	18
14 - Résiliation du contrat .....	18
14.1 - Conditions de résiliation .....	18
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
15 - Règlement des litiges et langues .....	19
16 - Dérogations .....	19

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Les travaux de remplacement de matériel SSI ainsi que le ré-épreuve pour partie et démantèlement partiel du système d'extinction automatique par gaz du Centre Inria de l'Université de Lorraine.

Les travaux consistent :

- Le remplacement de matériel CMSI, avec adaptation modification câblage
- L'ajout de détection incendie dans le creativ lab, avec complément câblage et IA
- La Ré-épreuve des systèmes d'extinction automatique des salles B056, B237, B139, C139, A118, C039
- Le démantèlement complet des systèmes d'extinction automatiques des salles A 218, salle onduleur et C105
- Mise en œuvre d'AIT
- Toutes les prestations d'études, d'encadrement et de sujétions pour la parfaite finition des travaux
- Les recollements des ouvrages réalisés

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, les travaux ne sont pas allotés.

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Inria de l'Université de Lorraine  
Bâtiment ADA LOVELACE  
615 rue du Jardin Botanique  
54600 VILLERS-LES-NANCY

### 1.2 - Décomposition du marché

Les prestations sont réparties en 1 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
Unique	SSI

### 1.3 - Procédure

Conformément à l'article L2123-1 du Code de la commande publique, le présent marché fait l'objet d'une procédure adaptée, en raison de la valeur estimée du besoin hors taxe.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (**à consulter et compléter**)
- Le Règlement de Consultation (RC) (**à consulter**)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) (**à consulter**)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (**à consulter**)
- La décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF) (**à consulter et compléter**)
- Les formulaires de marchés publics DC1 et DC2 (**à fournir**)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution (**à fournir**)
- Le mémoire technique remis par le titulaire (**à fournir**)
- Les plans (**à consulter**)
- L'attestation de visite (**à consulter et compléter**)

### 3 - Intervenants

#### 3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme :

Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) et plus particulièrement :

Centre Inria de l'Université de Lorraine  
615 rue du Jardin Botanique  
54 600 Villers les Nancy

#### 3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

INDDIGO  
16/18 Boulevard de la Mothe  
54000 NANCY

Représenté par : Monsieur Hervé LOSSON - Responsable Régional d'activité

Les missions gérées par le maître d'œuvre sont les suivantes :

Mission(s)	Désignation
	Suivi de l'opération et réception.

#### 3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique de l'opération est :

QUALICONSULT LORRAINE  
95 allée des Prés de Champelle  
54230 CHAVIGNY

Les missions gérées par le contrôleur technique sont :

Mission(s)	Désignation
LE	Solidité des existants
HAND	Accessibilité des handicapés
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH

### **3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Le maître d'ouvrage assure la mission de SPS.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Inria est un bâtiment à accès restrictif.

Selon le décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 portant application de l'article 413-7 du code pénal et relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation, l'accès aux locaux sensibles (ZRR) est soumis à avis du Fonctionnaire de Sécurité et de Défense.

En conséquence, deux (2) mois à l'avance, le Titulaire devra fournir pour chacun des personnels intervenants sur site un dossier individuel pour avis. Le dossier sera composé d'un CV de la personne et de l'indication des périodes prévues d'accès.

Seuls les personnels du Titulaire habilités ZEE pourront intervenir dans les zones à régime restrictif. L'emplacement de ces zones sera communiqué à la mise en place du marché.

Inria se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux à toute personne non habilitée. Selon cette réglementation, cet avis n'aura pas à être motivé.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Délai global d'exécution des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 1<sup>er</sup> octobre 2025, sous réserve de notification du marché.

## 5.2 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute, pour chaque lot, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

## 5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera communiqué par le Titulaire.

# 6 - Prix

## 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire (CDPGF) selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 09/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Lot(s)	Formules	Prix concernés
Unique	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée en attendant la révision définitive.



Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
Unique	BT47	Index du bâtiment - Electricité- Base 2010

### 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## 7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des versements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 8 - Avance

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché.

## 8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant la révision du solde.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

Les demandes de paiement seront envoyées à la maîtrise d'œuvre pour vérification et devront être libellées à l'ordre de Inria.

### Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Il est demandé au Titulaire d'indiquer un ou plusieurs référent(s) commande/facturation (coordonnées téléphoniques et mail).

En application de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique. La dématérialisation des factures est obligatoire.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, dans le cadre des marchés publics, toutes les entreprises (y compris les microentreprises) doivent transmettre leurs factures par voie dématérialisée

Ces stipulations s'appliquent tant au Titulaire du marché qu'à ses éventuels sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Transmission sous forme dématérialisée par utilisation du portail Chorus Portail pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

En dehors des mentions obligatoires usuelles, la facture devra (sous peine de rejet) comporter impérativement les informations suivantes :

- Le numéro SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013

- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande Inria.

**Les responsables des paiements sont :**

L'Ordonnateur chargé d'émettre les demandes de paiement :

Monsieur le Président d'Inria  
Domaine de Voluceau - Rocquencourt  
BP 105  
78150 Le Chesnay Cedex

Le Comptable assignataire des versements :

Madame l'Agent Comptable d'Inria  
Domaine de Voluceau - Rocquencourt  
BP 105  
78150 Le Chesnay Cédex

La facture comportera les mentions obligatoires et sera libellée au nom de :

**INRIA - COMPTABILITE FOURNISSEUR  
DOMAINE DE VOLUCEAU  
78150 LE CHESNAY - ROCQUENCOURT**

De plus, il est impératif de référencer chaque facture une seule référence d'engagement (commande).  
**Les factures multi-commandes sont interdites.**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.** Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires

est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

#### **10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

#### **10.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

## **10.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il sera fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, selon le planning communiqué par le Titulaire, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.3.3 - Registre de chantier**

Sans objet.

## **10.4 - Etudes d'exécution**

Les études d'exécution sont mises à la charge du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-Travaux.

Toutefois le titulaire a l'obligation de vérifier, avant toute exécution, que ces documents ne contiennent pas d'erreur, omission ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art : il doit les signaler immédiatement au maître d'œuvre par écrit.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## **10.5 - Installation et organisation du chantier**

### **10.5.1 - Installation de chantier**

Par dérogation à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne supporte pas toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. Les sanitaires, et douches seront mis à disposition par le maître d'ouvrage. Ces locaux et leurs équipements devront être laissés propres par l'entreprise.

Dans le cas où des dégradations seraient constatées, la remise en état des lieux et l'entretien quotidien des locaux mis à disposition seraient à la charge de l'entreprise.

Une zone de stockage de matériel sera laissée à disposition de l'entreprise dans un local sur site, lequel devra être remis en état à la fin du chantier.

### **10.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).



En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 100,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

## **10.7 - Réception des travaux**

### **10.7.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### **10.7.2 - Réception partielle**

La réception partielle de chaque tranche a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux la concernant dans les conditions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

### **10.7.3 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## **11 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## **12 - Pénalités**

### **12.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci peut encourir par décision d'Inria et par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50,00 € pendant 15 jours, puis 100,00 € au-delà.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

## 12.2 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier d'une personne apte à prendre des décisions au nom de l'entreprise titulaire, les entreprises dont la présence est requise peuvent encourir une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 14 - Résiliation du contrat

### 14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 - Dérogations

- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 12 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.5.1 du CCAP déroge à l'article 31.1 du CCAG-Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG - Travaux